

Situation Mensuelle de l'Etat



Janvier 2025



Synthèse.....	2
Faits marquants : évolution du mois.....	2
Faits marquants : données cumulées.....	3
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dette financière de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19
Sigles.....	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -17,291 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin janvier 2025 s'élevé à -17,291 Md€ contre -25,742 Md€ à fin janvier 2024 à périmètre courant.

Cette évolution (+8,451 Md€) s'explique, pour le

budget général, par une baisse des dépenses nettes de 6,195 Md€ et une hausse des recettes nettes de 2,888 Md€, ainsi que par une variation négative du solde des comptes spéciaux de 0,632 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 32,283 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► Mission **Défense** : 8,330 Md€, essentiellement au titre des programmes « Equipement des forces » (3,344 Md€), « Soutien de la politique de la défense » (2,549 Md€) et « Préparation et emploi des forces » (2,182 Md€) ;

► Mission **Enseignement scolaire** : 7,587 Md€, principalement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (3,326 Md€) et « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,333 Md€) ;

► Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 4,465 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (3,527 Md€) ;

► Mission **Sécurités** : 2,022 Md€, essentiellement au titre des programmes « Police nationale » (1,071 Md€) et « Gendarmerie nationale » (0,893 Md€) ;

► Mission **Travail, emploi et administration des ministères sociaux** : 1,931 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,275 Md€) ;

► Mission **Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,457 Md€, principalement au titre du programme « Service public de l'énergie » (0,804 Md€) ;

► Mission **Pouvoirs publics** : 1,138 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► Mission **Justice** : 0,928 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission.

Recettes du budget général (nettes) : 18,762 Md€

Les principales recettes fiscales nettes du mois

► **TVA nette** : 12,621 Md€ ;

► **IR net** : 2,761 Md€ ;

► **TICPE nette** : 1,157 Md€ ;

► **IS net** : 0,912 Md€.

Les autres recettes du mois

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 4,040 Md€, dont 1,646 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement la TICFE et la TICGN) et 1,489 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 2,645 Md€, dont 1,198 Md€ de prélèvements de solidarité et 0,915 Md€ de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat** : -5,563 Md€, dont -3,578 Md€ au profit des collectivités territoriales (principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement pour -2,242 Md€) et -1,985 Md€ au profit de l'Union européenne).

Comptes spéciaux (hors FMI) : -3,770 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution** » enregistre des dépenses pour 10,583 Md€ et des recettes pour 6,987 Md€ (dont 3,920 Md€ de fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 2,022 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses pour 0,762 Md€ (dont 0,496 Md€ au titre du paiement des intérêts des BTF) et des recettes pour 1,087 Md€ (dont 0,681 Md€ au titre de l'encaissement de coupons courus des OAT).



Dépenses du budget général (nettes) : 32,283 Md€

Les dépenses nettes à fin janvier 2025 s'élevaient à 32,283 Md€ contre 38,478 Md€ à fin janvier 2024 à périmètre courant.

Cette évolution (-6,195 Md€) résulte essentiellement de la baisse des dépenses d'intervention pour -6,020 Md€ (écart principalement lié aux missions "Solidarité, insertion et égalité des chances" pour

-1,944 Md€, "Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation" pour -0,980 Md€, "Régimes sociaux et de retraite" pour -0,886 Md€ et "Cohésion des territoires" pour -0,814 Md€, en raison d'un décalage calendaire dans le versement des aides et des subventions relatives aux divers programmes en lien avec ces missions).

Recettes fiscales (nettes) : 23,537 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin janvier 2025 s'élevaient à 23,537 Md€ contre 20,006 Md€ à fin janvier 2024 à périmètre courant.

Cette évolution (+3,532 Md€) s'explique principalement par une hausse des autres recettes fiscales nettes de +1,946 Md€ (essentiellement la

hausse des recettes brutes pour 2,106 Md€, principalement en raison de la TICFE et de la TICGN, hausse prévue en LFI, et des autres impôts directs et taxes assimilées) ainsi que par une hausse des recettes de TVA nette pour +0,594 Md€ (hausse prévue en LFI).

Recettes non fiscales : 0,487 Md€

Les recettes non fiscales à fin janvier 2025 s'élevaient à 0,487 Md€ contre 0,526 Md€ à fin janvier 2024 à

périmètre courant, soit une évolution de -0,039 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -5,563 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin janvier 2025 s'élevaient à -5,563 Md€ contre -4,959 Md€ à fin janvier 2024 à périmètre courant.

Cette évolution (-0,604 Md€) s'explique par une

augmentation des PSR au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,384 Md€, et une augmentation des PSR au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,221 Md€.

Fonds de concours et attributions de produits : 0,301 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin janvier 2025 s'élevaient à 0,301 Md€ au même

niveau que celui de fin janvier 2024 à périmètre courant.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -3,770 Md€

Le solde des comptes spéciaux à fin janvier 2025 s'élève à -3,770 Md€ contre -3,137 Md€ à fin janvier 2024 à périmètre courant.

Cette évolution (-0,632 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des

comptes d'affectation spéciale pour -0,663 Md€ (dont le compte « Pensions » pour -0,808 Md€, en raison d'un décalage calendaire résorbé au 05/02/2025).

Dettes financières de l'Etat au 31 janvier 2025 : 2 685,072 Md€

La dette financière est en augmentation de 54,999 Md€ depuis le début de l'année 2025.

Cette évolution s'explique essentiellement par les

flux nets des titres négociables (hausse des OAT pour +59,640 Md€ et baisse des BTF pour -4,633 Md€).



	Mois	Cumul à fin janvier			Ecart cumul
	Janvier	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-17 291	-17 291	-25 742	-25 742	8 451
Dépenses du budget général (nettes)	32 283	32 283	38 478	38 478	-6 195
Recettes du budget général (nettes)	18 762	18 762	15 874	15 874	2 888
Recettes fiscales (nettes)	23 537	23 537	20 006	20 006	3 532
- IR net	2 761	2 761	2 337	2 337	424
- IS net *	912	912	511	511	401
- TICPE nette	1 157	1 157	990	990	167
- TVA nette	12 621	12 621	12 026	12 026	594
- Autres recettes fiscales nettes	6 087	6 087	4 141	4 141	1 946
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 770	-3 770	-3 137	-3 137	-632

DONNEES PATRIMONIALES

Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-7 771	150 849
Dette financière de l'Etat	54 999	2 685 072

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin janvier			Ecart cumul
	Janvier	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	1 138	1 138	1 138	1 138	0
Dépenses de personnel	13 476	13 476	13 194	13 194	282
Dépenses de fonctionnement	9 024	9 024	9 434	9 434	-410
Charges de la dette de l'Etat	306	306	561	561	-255
Dépenses d'investissement	3 035	3 035	2 765	2 765	270
Dépenses d'intervention	5 252	5 252	11 272	11 272	-6 020
Dépenses d'opérations financières	53	53	114	114	-61
Total des dépenses (nettes) (I)	32 283	32 283	38 478	38 478	-6 195
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	23 537	23 537	20 006	20 006	3 532
Recettes non fiscales	487	487	526	526	-39
Prélèvements sur recettes	-5 563	-5 563	-4 959	-4 959	-604
Fonds de concours et attributions de produits	301	301	301	301	0
Total des recettes (nettes) (II)	18 762	18 762	15 874	15 874	2 888
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	24 325	24 325	20 832	20 832	3 493
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-13 521	-13 521	-22 605	-22 605	9 083
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-201	-201	462	462	-663
Solde des comptes de concours financiers	-3 943	-3 943	-3 838	-3 838	-106
Solde des comptes de commerce	365	365	225	225	140
Solde des comptes d'opérations monétaires	267	267	6	6	261
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-3 770	-3 770	-3 137	-3 137	-632
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-17 291	-17 291	-25 742	-25 742	8 451



	Mois	Cumul à fin janvier			Ecart cumul
	Janvier	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	13 476	13 476	13 194	13 194	282
Rémunérations d'activité	7 735	7 735	7 579	7 579	157
Cotisations et contributions sociales	5 648	5 648	5 519	5 519	128
Prestations sociales et allocations diverses	93	93	96	96	-3
AUTRES TITRES	18 807	18 807	25 284	25 284	-6 477
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	1 138	1 138	1 138	1 138	0
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	9 024	9 024	9 434	9 434	-410
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 952	3 952	4 682	4 682	-730
Subventions pour charges de service public	5 072	5 072	4 752	4 752	320
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	306	306	561	561	-255
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	306	306	561	561	-255
Titre 5 - Dépenses d'investissement	3 035	3 035	2 765	2 765	270
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	2 114	2 114	1 900	1 900	214
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	921	921	865	865	56
Subventions pour charges d'investissement	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	5 252	5 252	11 272	11 272	-6 020
Transferts aux ménages	1 800	1 800	6 202	6 202	-4 402
Transferts aux entreprises	1 481	1 481	1 428	1 428	53
Transferts aux collectivités territoriales	966	966	1 290	1 290	-324
Transferts aux autres collectivités	1 005	1 005	2 230	2 230	-1 225
Appels en garantie	0	0	122	122	-122
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	53	53	114	114	-61
Prêts et avances	0	0	0	0	0
Dotations en fonds propres	0	0	1	1	0
Dépenses de participations financières	53	53	114	114	-61
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	32 283	32 283	38 478	38 478	-6 195



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2025		Cumul à fin janvier 2024 retraité	Cumul à fin janvier 2024 consommé	Ecart cumul		
	unité : million d'€.		AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2025 / 2024 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés			
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	309	259	309	259	379	379	-120		
Action de la France en Europe et dans le monde	306	258	306	258	233	233	25		
Diplomatie culturelle et d'influence	0	0	0	0	128	128	-128		
Français à l'étranger et affaires consulaires	2	1	2	1	18	18	-17		
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	291	306	291	306	326	326	-20		
Administration territoriale de l'Etat	193	192	193	192	209	209	-17		
Vie politique	2	3	2	3	2	2	1		
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	97	111	97	111	115	115	-4		
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	283	266	283	266	281	281	-14		
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	183	175	183	175	195	195	-20		
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	54	42	54	42	39	39	3		
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	46	49	46	49	46	46	2		
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	0	0	0	0	0		
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	63	118	63	118	264	264	-146		
Aide économique et financière au développement	0	53	0	53	114	114	-61		
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0	0		
Solidarité à l'égard des pays en développement	63	65	63	65	150	150	-85		
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0		
Fonds de solidarité pour le développement ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	929	10	929	10	990	990	-980		
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	923	4	923	4	968	968	-964		
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	6	6	6	6	22	22	-16		
AUDIOVISUEL PUBLIC ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
France Télévisions ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
ARTE France ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
Radio France ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
France Media Monde ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
Institut national de l'audiovisuel ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
TV5 Monde ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
Programme de transformation ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
COHESION DES TERRITOIRES	3 299	855	3 299	855	1 670	1 670	-815		
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	8	0	8	11	11	-2		
Aide à l'accès au logement	3 306	844	3 306	844	1 653	1 653	-809		
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	-4	3	-4	3	3	3	-1		
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0	0	0	0	0	0		
Politique de la ville	0	0	0	0	0	0	0		
Interventions territoriales de l'Etat	-2	0	-2	0	3	3	-3		
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	70	70	70	70	61	61	9		
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	39	37	39	37	41	41	-3		
Conseil économique, social et environnemental	11	11	11	11	0	0	11		
Cour des comptes et autres juridictions financières	20	21	20	21	20	20	1		
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0		
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0		
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0		
CULTURE	161	172	161	172	143	143	29		
Patrimoines	4	12	4	12	20	20	-9		
Création	8	8	8	8	4	4	5		
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	84	84	84	84	51	51	33		
Soutien aux politiques du ministère de la culture	64	68	64	68	68	68	0		
DEFENSE	3 459	8 330	3 459	8 330	8 713	8 713	-382		
Environnement et prospective de la politique de défense	48	255	48	255	247	247	9		
Préparation et emploi des forces	739	2 182	739	2 182	3 171	3 171	-989		
Soutien de la politique de la défense	2 436	2 549	2 436	2 549	2 501	2 501	48		
Equiperment des forces	236	3 344	236	3 344	2 794	2 794	549		
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	64	42	64	42	59	59	-17		
Coordination du travail gouvernemental	57	37	57	37	41	41	-4		
Protection des droits et libertés	7	5	7	5	18	18	-12		
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 566	1 457	1 566	1 457	1 784	1 784	-327		
Infrastructures et services de transports	61	115	61	115	112	112	4		
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	11	12	11	12	16	16	-4		
Paysages, eau et biodiversité	0	3	0	3	39	39	-36		
Expertise, information géographique et météorologie	97	97	97	97	147	147	-50		
Prévention des risques	0	1	0	1	13	13	-12		
Energie, climat et après-mines	59	116	59	116	429	429	-313		
Service public de l'énergie	1 025	804	1 025	804	611	611	192		
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	295	285	295	285	409	409	-124		
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	0	6	0	6	8	8	-2		
Sûreté nucléaire et radioprotection ⁽¹⁾	19	19	19	19	0	0	19		



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2025		Cumul à fin janvier 2024 retraité	Cumul à fin janvier 2024 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2025 / 2024 retraité
	unité : million d'€.						
ECONOMIE	126	134	126	134	275	275	-140
Développement des entreprises et régulations	59	67	59	67	206	206	-139
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	32	33	32	33	32	32	0
Stratégies économiques	34	35	34	35	36	36	-2
Financement des opérations patrimoniales en 2025 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	306	306	306	306	698	698	-392
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	294	294	294	294	432	432	-138
Appels en garantie de l'Etat	0	0	0	0	122	122	-122
Epargne	0	0	0	0	15	15	-15
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	11	11	11	11	129	129	-118
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0	0	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	7 676	7 587	7 676	7 587	7 855	7 855	-268
Enseignement scolaire public du premier degré	2 336	2 333	2 336	2 333	2 271	2 271	63
Enseignement scolaire public du second degré	3 333	3 326	3 333	3 326	3 410	3 410	-84
Vie de l'élève	735	702	735	702	874	874	-172
Enseignement privé du premier et du second degrés	934	922	934	922	976	976	-54
Soutien de la politique de l'éducation nationale	204	202	204	202	205	205	-3
Enseignement technique agricole	133	102	133	102	119	119	-17
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	784	795	784	795	802	802	-7
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	585	606	585	606	614	614	-9
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	70	64	70	64	59	59	5
Facilitation et sécurisation des échanges	129	125	129	125	129	129	-4
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	41	37	41	37	122	122	-85
Immigration et asile	40	37	40	37	122	122	-85
Intégration et accès à la nationalité française	1	0	1	0	0	0	0
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	0	62	0	62	0	0	62
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	0	62	0	62	0	0	62
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	0	0	0	0	0
JUSTICE	890	928	890	928	1 121	1 121	-193
Justice judiciaire	351	353	351	353	421	421	-68
Administration pénitentiaire	324	395	324	395	417	417	-22
Protection judiciaire de la jeunesse	86	69	86	69	72	72	-2
Accès au droit et à la justice	73	70	73	70	141	141	-70
Conduite et pilotage de la politique de la justice	56	39	56	39	70	70	-30
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	0	1	1	1	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	47	18	47	18	20	20	-3
Presse et médias	47	17	47	17	20	20	-3
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0	0	0
OUTRE-MER	50	27	50	27	69	69	-42
Emploi outre-mer	23	20	23	20	21	21	-1
Conditions de vie outre-mer	28	7	28	7	48	48	-41
PLAN DE RELANCE	-3	3	-3	3	10	10	-7
Écologie	-2	2	-2	2	7	7	-5
Compétitivité	0	1	0	1	3	3	-2
Cohésion ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
POUVOIRS PUBLICS	1 138	1 138	1 138	1 138	1 138	1 138	0
Présidence de la République	123	123	123	123	123	123	0
Assemblée nationale	608	608	608	608	608	608	0
Sénat	353	353	353	353	353	353	0
La Chaîne parlementaire	35	35	35	35	35	35	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	18	18	18	18	18	18	0
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1	1	0



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2025		Cumul à fin janvier 2024 retraité	Cumul à fin janvier 2024 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2025 / 2024 retraité
	unité : million d'€.						
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	5 456	4 465	5 456	4 465	4 843	4 843	-378
Formations supérieures et recherche universitaire	3 532	3 527	3 532	3 527	3 549	3 549	-22
Vie étudiante	717	517	717	517	520	520	-3
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	2	2	2	2	2	2	0
Recherche spatiale	996	346	996	346	426	426	-80
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	175	39	175	39	308	308	-270
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	0	0	0	0	0	0
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	34	34	34	34	37	37	-3
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	74	74	74	74	960	960	-886
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	0	0	0	654	654	-654
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	68	68	68	68	132	132	-65
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	6	6	6	6	173	173	-167
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-6	50	-6	50	0	0	50
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	-6	49	-6	49	0	0	49
Concours spécifiques et administration	-1	0	-1	0	0	0	0
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	15 800	15 789	15 800	15 789	15 759	15 759	30
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	15 144	15 133	15 144	15 133	15 015	15 015	117
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	656	656	656	656	744	744	-87
SANTE	15	4	15	4	22	22	-18
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	15	4	15	4	22	22	-18
Protection maladie	0	0	0	0	0	0	0
Reversement à la Sécurité sociale des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séjour investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR) ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
SECURITES	1 944	2 022	1 944	2 022	1 872	1 872	150
Police nationale	1 026	1 071	1 026	1 071	989	989	81
Gendarmerie nationale	866	893	866	893	827	827	65
Sécurité et éducation routières	4	5	4	5	5	5	0
Sécurité civile	47	53	47	53	50	50	3
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	8	0	8	0	2 240	2 240	-2 240
Inclusion sociale et protection des personnes	8	0	8	0	964	964	-964
Handicap et dépendance	0	0	0	0	980	980	-980
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	0	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ⁽³⁾	0	0	0	0	295	295	-295
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	146	145	146	145	79	79	66
Sport	17	18	17	18	48	48	-30
Jeunesse et vie associative	129	127	129	127	1	1	126
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	0	0	30	30	-30
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	6	15	6	15	26	26	-11
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	0	7	0	7	16	16	-9
Transformation publique	1	4	1	4	4	4	0
Innovation et transformation numériques ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
Fonction publique	1	0	1	0	3	3	-2
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	4	4	4	4	1
TRAVAIL, EMPLOI ET ADMINISTRATION DES MINISTERES SOCIAUX ⁽²⁾	1 438	1 931	1 438	1 931	914	914	1 017
Accès et retour à l'emploi	374	399	374	399	449	449	-49
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	805	1 275	805	1 275	413	413	862
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	1	0	1	1	1	0
Soutien des ministères sociaux ⁽²⁾	259	257	259	257	52	52	205
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	46 429	47 416	46 429	47 416	53 493	53 493	-6 077
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	31 285	32 283	31 285	32 283	38 478	38 478	-6 195

⁽¹⁾ Création en LFI 2025

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2025

⁽³⁾ Suppression en LFI 2025



	Mois		Cumul à fin janvier		Ecart cumulé
	Janvier	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	8 971	8 971	8 486	8 486	486
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	85	85	91	91	-6
Impôt sur les sociétés et contributions assimilées (C)	1 954	1 954	1 488	1 488	466
Impôt sur les sociétés	1 925	1 925	1 472	1 472	453
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	29	29	16	16	12
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	2 645	2 645	1 783	1 783	862
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	112	112	152	152	-40
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	915	915	554	554	361
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	98	98	119	119	-21
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	1	1	2	2	-1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	4	4	4	4	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	2	1	1	0
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	1	1	1	1
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	18	18	14	14	4
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	1 198	1 198	875	875	323
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement)	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	49	49	0	0	49
Taxe d'habitation sur les résidences principales	2	2	9	9	-7
Contribution différentielle applicable à certains contribuables titulaires de très hauts revenus ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	31	31	24	24	7
Cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Recettes diverses	214	214	28	28	186
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 339	1 339	1 137	1 137	202
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	19 635	19 635	19 234	19 234	402
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	4 040	4 040	2 802	2 802	1 238
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	61	61	36	36	25
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	20	20	20	20	0
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	7	7	7	7	0
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	576	576	384	384	192
Mutations à titre gratuit par décès	913	913	831	831	82



	Mois	Cumul à fin janvier			Ecart cumulé
	Janvier	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Contribution de sécurité immobilière	68	68	65	65	3
Autres conventions et actes civils	44	44	42	42	2
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	58	58	56	56	2
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	64	64	34	34	30
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	16	16	44	44	-28
Timbre unique	59	59	64	64	-5
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	87	87	120	120	-33
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité	4	4	2	2	2
Autres taxes intérieures	1 646	1 646	417	417	1 229
Autres droits et recettes accessoires	0	0	0	0	0
Amendes et confiscations	1	1	3	3	-2
Taxe générale sur les activités polluantes	3	3	8	8	-5
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	9	9	3	3	6
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	154	154	150	150	3
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	50	50	-50
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	4	4	4	0
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	0	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	33	33	72	72	-39
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	64	64	62	62	2
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	32	32	39	39	-6
Prélèvement sur les paris sportifs	66	66	71	71	-5
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	10	10	11	11	-1
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les rachats d'actions ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	1	1	161	161	-160
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	41	41	47	47	-6
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	38 670	38 670	35 021	35 021	3 649
TOTAL GENERAL (net)	23 537	23 537	20 006	20 006	3 532

⁽¹⁾ Création en LFI 2025



	Mois		Cumul à fin janvier		Ecart cumulé
	Janvier	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	0	0	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	154	154	70	70	85
Revenus du domaine public non militaire	72	72	3	3	69
Autres revenus du domaine public	0	0	0	0	0
Revenus du domaine privé	33	33	15	15	18
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	49	49	52	52	-2
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	85	85	77	77	8
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	0	0	0	0	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	84	84	76	76	8
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	0	1	1	-1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	0	0	0	0
Autres recettes diverses	1	1	0	0	1
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	7	7	41	41	-34
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	0	0	0	0
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	0	0	0
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4	4	4	4	1
Intérêts des autres prêts et avances	0	0	17	17	-16
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	0	13	13	-13
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	6	6	-6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	3	3	1	1	1



	Mois	Cumul à fin janvier		Ecart cumulé	
	Janvier	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	68	68	150	150	-82
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	0	8	8	-8
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	0	27	27	-27
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	0	0	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	67	67	114	114	-46
Frais de poursuite	0	0	0	0	0
Frais de justice et d'instance	0	0	1	1	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0	0
Divers (F)	172	172	188	188	-15
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	1	5	5	-4
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	24	24	20	20	3
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	1	1	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	0	0	0	0
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	0	0	0	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0	0
Récupération d'indus	8	8	6	6	2
Recouvrements après admission en non-valeur	10	10	12	12	-2
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	5	5	6	6	-1
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	4	4	3	3	1
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	89	89	55	55	35
Produits divers	2	2	2	2	0
Autres produits divers	29	29	76	76	-47
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	487	487	526	526	-39



	Mois		Cumul à fin janvier		Ecart cumul
	Janvier	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 578	-3 578	-3 194	-3 194	-384
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 242	-2 242	-2 007	-2 007	-235
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	0	0	0	0
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-736	-736	-649	-649	-87
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2	-2	0	0	-2
Dotation élu local	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions)	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements)	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération internationale)	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes)	-235	-235	-235	-235	1
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-9	-9	-9	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française	-8	-8	-8	-8	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-344	-344	-283	-283	-60
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0



	Mois	Cumul à fin janvier		Ecart cumulé
	Janvier	2025	2024 retraité	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022 ⁽¹⁾	0	0	-3	-3
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB	-3	-3	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat compensant les pertes de recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences secondaires ⁽³⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 985	-1 985	-1 765	-1 765
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 563	-5 563	-4 959	-4 959
Fonds de concours et attributions de produits				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	80	80	136	136
Fonds de concours - coopération internationale	221	221	165	165
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	301	301	301	301

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2025

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2025

⁽³⁾ Création en LFI 2025



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Janvier 2025**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de janvier		Cumul à fin janvier									Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2025 / 2024 retraité	
			2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025	2024 retraité	2024 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	5 637	5 436	5 637	5 681	5 681	5 436	6 143	6 143	-201	462	462	-663	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	8	159	8	16	16	159	179	179	151	163	163	-13	
Développement agricole et rural	0	3	0	0	0	3	3	3	3	3	3	0	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	0	31	0	0	0	31	32	32	31	32	32	0	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	11	16	11	16	16	16	23	23	4	7	7	-2	
Participations financières de l'Etat	66	4	66	228	228	4	6	6	-62	-222	-222	160	
Pensions	5 551	5 223	5 551	5 420	5 420	5 223	5 900	5 900	-328	479	479	-808	
Comptes de concours financiers	10 939	6 995	10 939	10 774	10 774	6 995	6 936	6 936	-3 943	-3 838	-3 838	-106	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	332	0	332	336	336	0	4	4	-332	-332	-332	0	
Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution ⁽¹⁾	10 583	6 987	10 583	10 362	10 362	6 987	6 913	6 913	-3 596	-3 449	-3 449	-147	
Prêts à des Etats étrangers	0	1	0	52	52	1	4	4	1	-48	-48	49	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	24	0	24	24	24	0	0	0	-24	-24	-24	0	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	8	0	0	0	8	15	15	8	15	15	-8	
Comptes de commerce	1 021	1 386	1 021	1 248	1 248	1 386	1 473	1 473	365	225	225	140	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	36	74	36	84	84	74	281	281	39	198	198	-159	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	13	16	17	17	13	16	16	-3	-1	-1	-2	
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1	2	2	1	2	2	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	60	91	60	60	60	91	82	82	31	22	22	9	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	762	1 087	762	986	986	1 087	1 083	1 083	325	98	98	228	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	1	1	0	0	0	0	-1	-1	1	
Opérations commerciales des domaines	4	7	4	6	6	7	5	5	3	-1	-1	4	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	0	2	2	2	0	3	3	-2	0	0	-2	
Soutien financier au commerce extérieur	142	113	142	90	90	113	0	0	-29	-90	-90	61	
Comptes d'opérations monétaires	61	328	61	106	106	328	112	112	267	6	6	261	
Emission des monnaies métalliques	0	10	0	0	0	10	14	14	10	14	14	-4	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	61	319	61	106	106	319	98	98	257	-8	-8	265	
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	17 597	13 828	17 597	17 703	17 703	13 828	14 565	14 565	-3 770	-3 137	-3 137	-632	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	17 658	14 146	17 658	17 809	17 809	14 146	14 663	14 663	-3 512	-3 145	-3 145	-367	

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2025



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2024	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2025
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	515	-195	320
		Caisse des Dépôts et Consignations	11	0	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	6 786	-5	6 781
		Total organismes à caractère financier	7 313	-200	7 112
	CEPL	Régions	1 244	1 183	2 426
		Départements	6 592	-880	5 712
		Communes	29 177	-783	28 395
		Etablissements publics de coopération intercommunale	19 105	-370	18 735
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 293	-63	2 230
		Autres	9 677	-755	8 922
	Total CEPL	68 089	-1 669	66 420	
	Etablissements publics de santé	7 945	-729	7 216	
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	21 921	-4 602	17 319
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	17 947	-909	17 038
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 321	2 207	7 528
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 695	-356	2 340
	Total établissements publics nationaux	47 884	-3 660	44 224	
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	7 682	89	7 771	
	Union européenne	2 533	-2 179	354	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	6 161	-6	6 155	
	GIP	2 040	-26	2 015	
	EPLÉ	2 765	420	3 185	
	Autres correspondants	2 756	104	2 859	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	95	0	95	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 817	492	14 309		
Total Dépôts de fonds du Trésor	155 263	-7 856	147 407		
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	3 178	92	3 269	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	139	-7	132	
	Intérêts courus sur comptes à terme	41	0	41	
	Total Comptes à terme	3 357	85	3 442	
Total Passif (A)		158 620	-7 771	150 849	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		158 620	-7 771	150 849	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2024	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2025
Titres négociables (A)	2 601 646	55 007	2 656 653
Titres négociables à moyen et long terme	2 400 483	59 640	2 460 123
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 400 483	59 640	2 460 123
<i>dont - taux fixe</i>	2 111 426	36 956	2 148 382
<i>- taux variable</i>	229 041	2 316	231 357
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	201 163	-4 633	196 530
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	201 163	-4 633	196 530
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	28 427	-7	28 420
TOTAL (A+B+C)	2 630 073	54 999	2 685 072



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2024 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2024 retraité » sont, à ce stade, identiques aux données « 2024 exécuté ». Ces chiffres seront retraités, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2025.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 18) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.



AFITF	Agence de financement des infrastructures de transport de France	LFG	Loi de finances de fin de gestion
ASP	Agence de services et de paiement	LFI	Loi de finances initiale
BG	Budget général	OAT	Obligations assimilables du Trésor
BTF	Bons du Trésor à taux fixe	PAS	Prélèvement à la source
CAS	Compte d'affectation spéciale	PFE	Participations financières de l'Etat
CDC	Caisse des dépôts et consignations	PSR	Prélèvements sur recettes
CFE	Cotisation foncière des entreprises	R&D	Remboursements et dégrèvements
CVAE	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	TF	Taxe foncière
DGF	Dotation globale de fonctionnement	TGAP	Taxe générale sur les activités polluantes
FAR	Frais d'assiette et de recouvrement	TH	Taxe d'habitation
FDNV	Frais de dégrèvement et de non-valeur	TICFE	Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité
FMI	Fonds monétaire international	TICGN	Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel
IFER	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	TICPE	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques
IFI	Impôt sur la fortune immobilière	TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
IR	Impôt sur le revenu	UE	Union européenne
IS	Impôt sur les sociétés		